



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 7 NOVEMBRE 2022 - N° 1243 - 52° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Grèves allemandes

Le mythe du couple franco-allemand s'effondre dans la presse française, mais la légende de la paix sociale allemande a la vie dure. Depuis des décennies, le récit médiatique minimise l'ampleur des grèves qui secouent régulièrement notre voisin.

Pourtant, l'Allemagne idéalement peuplée de patrons aimables, d'ouvriers disciplinés et de Verts sympathiques, qui honnirait ces « gréviculteurs » que tance régulièrement *Le Figaro*, connaît comme la France de durs conflits sociaux. En 2015 par exemple, on a compté deux millions de jours de grève, et les travailleurs de la Lufthansa, de la Deutsche Post et de la Deutsche Bahn ont cette année-là démontré leur combativité.

Fin octobre, fidèles à leur tradition, les chaînes télévisées françaises s'efforçaient avec succès de ne pas informer leur public sur l'ampleur du conflit salarial dans l'industrie métallurgique et électrique allemande. À l'appel du syndicat IG Metall, des grèves d'avertissement ont été déclenchées fin octobre en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Bade-Wurtemberg et Bavière. Selon la presse allemande, ce n'est qu'un début !

Face à une inflation qui dépasse les 10 % et aux trop faibles propositions du patronat, IG Metall demande une hausse de 8 % des salaires. C'est là une exigence pleinement justifiée. La généralisation de la lutte à l'ensemble des travailleurs allemands serait une bonne nouvelle. Et même une très bonne nouvelle si le mouvement débordait les frontières.



© PIXABAY

La police judiciaire se rebiffe !

Un très ample mouvement de protestation secoue la police judiciaire, opposée à la réforme territoriale que veut lui imposer Gérald Darmanin.

La PJ dispose de sa propre organisation hiérarchique et territoriale. Or le ministre de l'Intérieur veut la rattacher à un directeur départemental unique et permettre sa reprise en main par les préfets.

À juste titre, les enquêteurs redoutent d'être réorientés

vers la répression de la petite délinquance au détriment du travail d'investigation sur le grand banditisme et les délits financiers. Les magistrats partagent les mêmes craintes.

Devant ce front uni, Gérald Darmanin s'est répandu en déclarations apaisantes, qui

masquent la question fondamentale : la police nationale peut-elle vraiment se réformer ? Le rattachement de la PJ au ministère de la Justice permettrait de résoudre nombre de problèmes. **L'article de Jacques Duconseil en page 2.**

Psychiatrie : danger immédiat

Face à l'afflux de patients dans les cabinets de psychologue et les services de psychiatrie, des psychanalystes tirent la sonnette d'alarme.

Le gouvernement sait que la crise sanitaire a provoqué de très nombreuses détresses psychiques, mais le dispositif de remboursement qu'il a mis en place est dérisoire.

Comme dans d'autres secteurs de la médecine, les coupes budgétaires ont réduit le nombre de lits et nombre de soignants s'estiment sous-payés.

De surcroît, deux idéologies viennent aggraver la situation. L'une, scientiste, fait de la maladie mentale un simple dysfonctionnement cérébral à traiter par protocoles médicamenteux. L'autre vise à éliminer la psychanalyse au profit de nouvelles thérapies américaines, aussi rapides que désastreuses. **L'article de Soizic Houtin en page 5.**

Dans ce numéro :

Page 3 : La violence des Verts.

Page 4 : Budget en vert ?

Page 7 : Le congrès du Parti communiste chinois.

Page 11 : L'aplatissement du monde.

Page 12 : L'Ukraine au centre.

Page 14 : Royalistes contre les nazis : Alfred Pose.

Page 16 : Éditorial : Le scénario Meloni.

La police judiciaire se rebiffe

La police judiciaire (PJ) ne veut pas de la réforme territoriale de Gérald Darmanin. Le mouvement de protestation s'est durci depuis l'éviction d'Éric Arella, le directeur zonal de la PJ de Marseille le 7 octobre. Il lui était reproché l'accueil glacial, par ses enquêteurs, du directeur général de la police nationale venu leur vendre cette réforme.

La PJ présente deux particularités : elle dispose de sa propre organisation territoriale comme hiérarchique, et travaille exclusivement pour les procureurs et les juges d'instruction. La colère des enquêteurs et des magistrats trouve son origine dans le rattachement des services de PJ à un directeur départemental unique qui couvrirait l'ensemble des services de police : renseignement, sécurité publique, police aux frontières et police judiciaire. Les magistrats et les enquêteurs craignent un délaissement des enquêtes judiciaires du « haut du spectre », c'est-à-dire celles qui apparaissent les plus complexes et les plus gourmandes en temps pour les policiers. Le vice-président de l'Association nationale de la police judiciaire, Lionel Leray, craint « la mutualisation des effectifs et des moyens dévolus à l'investigation ». La porte-parole de l'Union syndicale des magistrats, Alexandra Vaillant, dit sensiblement la même chose : « Il y a un risque de ne plus avoir de policiers pour les enquêtes au long cours ». Très concrètement, les enquêteurs de la PJ devront renforcer les policiers des autres services souvent surchargés de travail, tout particulièrement en sécurité publique.

Une organisation territoriale qui pose question.

— La police judiciaire est actuellement organisée par grandes régions et non par départements comme l'exige la réforme. Les enquêtes qu'elle mène impliquent souvent des déplacements dans toute la France, voire à l'étranger, pour suivre une délinquance faisant preuve le plus souvent d'une grande mobilité. Certains y voient également une volonté de reprise en main de la police judiciaire par le préfet du département alors qu'actuellement elle bénéficie d'une large autonomie, ayant pour princi-



Crise de la police judiciaire. Une réforme contestée et mal engagée secoue toute l'institution, de la base au sommet.

aux interlocuteurs les juges d'instruction et les procureurs. Telle est la raison de ce front uni des enquêteurs et des magistrats, lesquels soutiennent très fortement les policiers frondeurs. Un front qui n'avait rien d'évident quelques mois après la phrase polémique du secrétaire général du syndicat Alliance à propos du « problème de la police, c'est la justice ».

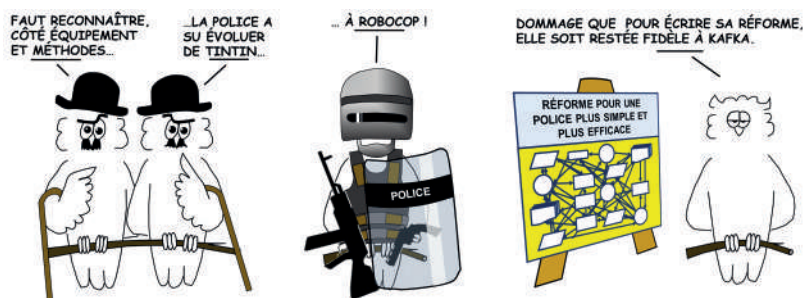
« L'autorité judiciaire est identifiée comme un simple gestionnaire de flux, les priorités de politique pénale sont pas respectées et la justice a perdu ses interlocuteurs spécifiques à la police judiciaire », s'alarment dans un communi-

qué trois organisations de magistrats : l'Union syndicale des magistrats, le Syndicat de la magistrature et l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI). En écho, la conférence nationale des procureurs généraux ajoute : « La suppression projetée de l'organisation actuelle de la police judiciaire [...] remettrait en cause le principe actuel, garanti par la Constitution, de sa direction et de son contrôle par l'autorité judiciaire ».

La filière investigation en crise profonde. — La réforme projetée touche à une ligne de partage sensible entre les différentes unités de police judiciaire, rattachées dans la

police nationale soit à la direction centrale de la police judiciaire, soit à la direction centrale de la sécurité publique. Le *Livre blanc de la sécurité intérieure* prévoyait une plus large filière judiciaire intégrant les unités d'enquêtes venues de la direction centrale de la police judiciaire. « Nos collègues de la sécurité publique, bien que très compétents, sont submergés par une délinquance de masse », déplore Lionel Leray. Ce qui alimente une crise profonde de la filière investigation, qui est à la fois le résultat de la lourdeur procédurale des enquêtes, mais aussi d'une judiciarisation à outrance de la vie quotidienne de nos conci-

Sur le mur de Jean Chouan



toyens. Concrètement, les policiers préfèrent privilégier une carrière dans la sécurité publique ou le renseignement plutôt que celle d'enquêteur de police judiciaire, estimée plus ingrate.

Face à la fronde des enquêteurs, le ministre de l'Intérieur joue la montre. Il préfère temporiser en donnant quelques garanties, cela en s'engageant à ne pas toucher à l'implantation actuelle des différents services de la PJ dans les régions et en affirmant le rôle d'animation et de coordination des directions zonales de la police judiciaire. Il s'engage également à augmenter les moyens dédiés au traitement de la grande criminalité. Mais au-delà, on peut se demander si la police nationale peut vraiment se réformer. Sébastien Roché, directeur de recherche au CNRS, souligne que « *Hormis le sujet de la lutte antiterroriste, l'État est incapable d'aller au bout de ses réformes policières alors que l'on alloue sans contrepartie des moyens énormes au ministère de l'Intérieur* ». Certains vont même jusqu'à préconiser un rattachement de la police judiciaire au ministère de la Justice : voilà une vraie réforme qui garantirait les libertés et qui réglerait une partie des problèmes posés par celle qui est envisagée par Gérald Darmanin. ■

JACQUES DUCONSEIL.

La violence des Verts de colère

L'absence de politique écologique fait monter dans les fractions jeunes de l'écologie des pulsions violentes qui se manifestent aujourd'hui dans des actions spectaculaires.

À son retour du front des Deux-Sèvres, Sandrine Rousseau sut comme à son habitude trouver les mots pour évoquer la bataille de Sainte-Soline : « *Nous avions la gorge qui grattions, nous avions les yeux qui brûlions* ». Il est tentant de poursuivre le récit sur le mode parodique mais les affrontements du 29 octobre ont fait 61 blessés parmi les gendarmes et 50 chez les manifestants...

Objectif de la mobilisation : dénoncer un projet de retenue d'eau élaboré par des agriculteurs pour assurer l'irrigation pendant l'été. Ces mégabassines pomperaient abusivement dans la nappe phréatique une eau qui risque de s'évaporer partiellement avant d'être utilisée par quelques agriculteurs seulement. Le chantier de Sainte-Soline a donc été promu « *zone à défendre* » par des écologistes radicaux – Extinction Rebellion, Soulèvement de la Terre – avec la présence toujours percutante d'éléments de la gauche radicale. L'incontournable Sandrine Rousseau a apporté son soutien à ces franges extrémistes en déclarant que



Manifestation d'Extinction Rebellion à Paris en 2019.

Yannick Jadot, violemment insulté à Sainte-Soline, devait entendre leur colère. Cette entorse à la camaraderie prêterait à sourire si elle ne traduisait une profonde division chez les Verts où l'on trouve de nombreux partisans d'une « *écologie de combat* ».

Dans le même esprit, des « *éco-guerriers* » jettent divers produits sur des tableaux célèbres ou maculent des bâtiments pour dénoncer l'inaction climatique et l'utilisation massive du pétrole. Ces attaques, aussi vaines que spectaculaires, sont inévitables en raison de la mollesse des gouvernements, incapables de maîtriser la logique du capitalisme.

En décembre 2019, au lendemain de la COP 25, on pouvait annoncer que l'absence de politique écologique ferait monter une vague d'intégrisme et de violence dans l'écologie (1). Nous y sommes. Le jet de soupe sur une toile de Van Gogh à Londres, de purée sur un Claude Monet à Postdam ou une tentative empêchée à Paris contre un Gauguin, et encore une intervention au cours d'une représentation à l'opéra Bastille, etc., constituent des provocations destinées à faire bouger l'opinion publique. Elles sont vouées à l'échec car les attaques symboliques sur des œuvres d'art, sans qu'elles aient le moindre lien avec la cause défendue, seront vues comme des manifestations de haine de la culture. Quant aux « *Zones à défendre* », elles ne mobilisent que les différentes tendances d'une radicalité qui manifestent en cassant du gendarme sa haine de l'État. Or il n'y aura pas de révolution écologique sans l'action délibérée d'un État à nouveau capable de mobiliser l'économie autour d'un plan national et de faire valoir ses objectifs dans les relations internationales. La radicalité verte est à l'opposé de ces enjeux politiques. ■

YVES LANDÉVENNEC.

(1). Cf. *Royaliste* n° 1179.

L'Écho du net

■ **Hercule tel le Phénix ?** – Longtemps décrié pour des raisons compréhensibles (accident de Fukushima en 2011) mais infondées et surtout pour de mauvaises raisons écolo-électorales, le nucléaire civil connaît un retour en grâce. La mise en chantier de six nouveaux réacteurs de deuxième génération, dont les premières mises en service sont espérées pour 2035, a été confirmée par le gouvernement.

L'indépendance et la souveraineté énergétiques sont (re)devenues des enjeux majeurs pour de nombreux pays pour les décennies à venir et une compétition mondiale s'est de nouveau engagée : Chinois, Russes, Français et Américains (associés aux Coréens et aux Japonais) se livrent une lutte internationale sans merci pour remporter de nouveaux marchés.

Dans l'hebdomadaire *Marianne* (1), le journaliste d'investigation Marc Endeweld dresse un état des lieux alarmant : « *Dans cette bataille, la France, pays le plus nucléarisé au monde, semble pourtant dépassée, prise au piège. Hier fierté nationale, l'atome est aujourd'hui bien mal en point. L'électricien national, EDF, subit depuis de nombreux mois l'arrêt de près de la moitié de son parc nucléaire pour des raisons de maintenance. Son prototype EPR n'est toujours pas lancé à la centrale de Flamanville. Ces dernières années, les dépôts à la retraite se sont multipliés, sans que la transmission entre générations ait été assurée. Dans son rapport dévoilé dès l'automne 2019, l'ancien patron de PSA, Jean-Martin Folz, déplorait ainsi une "perte de compétence généralisée" et s'inquiétait particulièrement de la "faiblesse des ressources et talents en technique et réalisation de soudage"* », alors que former

un soudeur ou un tuyauteur demande deux ou trois ans. Résultat « *On va avoir besoin de centaines et de centaines de personnes très formées, on en fait venir de l'étranger, notamment des États-Unis, et ça va être difficile* ».

Nous y apprenons aussi que le projet « *Hercule* » (privatisation implicite des activités les plus rentables d'EDF sur injonction de l'Union européenne) pourrait renaître de ses cendres encore chaudes : « *Car EDF croule sous les dettes, et les investissements nécessaires à la relance d'un programme nucléaire sont considérables. Beaucoup de flou subsiste encore. Et l'éventuelle relance d'un nouveau plan Hercule, après la nomination de Luc Rémont comme PDG, suscite de nombreuses craintes parmi les syndicats. L'idée serait en fait de relancer une nouvelle filière avec des investisseurs extérieurs à EDF, et même étrangers. Lors des précédentes discussions au-*

tour d'"Hercule", le pot aux roses est découvert par Norbert Tangy, un ancien directeur de centrale nucléaire, lors d'une "visio" organisée le 12 janvier 2021 avec Jean-Bernard Lévy qui déclare : "Nous trouverons bien une solution avec la Commission européenne pour loger dans EDF bleu [censé alors rassembler les activités nucléaires] une entité pour le "nouveau nucléaire", qui sera un actionnaire minoritaire d'un consortium d'investisseurs étrangers" ».

Cela prouve que l'oligarchie mondialisée, dont Emmanuel Macron est le fondé de pouvoir et l'UE le bras armé, n'a renoncé à aucun de ses funestes projets, et le débat actuel à l'Assemblée nationale sur les retraites en apporte une preuve supplémentaire.

LOÏC DE BENTZMANN.

<https://www.marianne.net/economie/energies/mainmise-etrangere-sur-le-nucleaire-francais>

Un budget 2023 en vert (et contre tous) ?

Le projet de loi de finances pour 2023, en cours d'examen, est marqué par les préoccupations écologiques. Les nombreux amendements déposés par l'opposition sont pour la plupart balayés à coups de « 49.3 ».

Les débats autour du projet de budget prennent, cette année, une tournure de bras de fer permanent. En l'absence de majorité absolue, l'exécutif a rapidement annoncé recourir à la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution qui lui permet d'engager sa responsabilité sur le texte et d'en acter l'adoption sans vote. Comme le veut la pratique constitutionnelle, l'usage du « 49.3 » a conduit les groupes d'opposition, essentiellement les composantes de la Nupes et le RN, à déposer des motions de censure qui n'avaient aucune chance d'aboutir en l'absence de soutien de la droite LR. En dépit du cirque médiatique entretenu par la gauche, mais aussi par les macronistes à propos du vote de ces motions par l'extrême droite (alors même que la raison d'être d'une motion de censure est d'être votée par le plus grand nombre !), le projet de budget suscite d'après discussions de fond. Parmi les propositions déposées par les députés, certaines ont trouvé leur place dans la partie « recettes », adoptée en première lecture le 20 octobre. Mais en recourant à l'article « 49.3 », ce qu'il fera également pour la partie « dépenses », le gouvernement a écarté les amendements jugés indésirables.



Assemblée nationale. Le budget 2023 n'a pu être approuvé que grâce au recours du 49-3.

Dans sa composition actuelle, ce projet de loi de finances fait une large place aux mesures environnementales. Le gouvernement s'est décidé à appuyer l'amendement d'un député Renaissance en faveur de l'alignement de la taxation du kérosène sur celle des autres carburants. Il propose d'autoriser l'utilisation de l'huile de friture usagée comme carburant. Il entend encourager la conversion des voitures thermiques en voitures électriques grâce à un prêt à taux zéro.

Jamais avare d'un coup de com' à peu de frais, il lance la création par la Française des jeux d'un jeu à gratter sur le thème de la biodiversité, dont une partie des recettes doit être

reversée à l'Office français de la biodiversité... Un budget vert ? Pas complètement non plus. Pour les ministres, pas question de retenir les 12 milliards de crédits proposés par deux amendements du PS et d'EELV en faveur de la rénovation thermique des logements, ni d'accorder 3 milliards d'euros supplémentaires au développement du transport ferroviaire, une mesure pourtant soutenue par le PS, LFI et LR.

Alors que 2023 s'annonce difficile sur le plan économique avec une sérieuse inflation, le gouvernement a saupoudré son budget de quelques mesures sociales. Il a notamment prévu d'indexer le barème de l'im-

pôt sur le revenu sur le niveau de l'inflation (ce qui devrait selon lui contenir les hausses d'impôts), d'accorder une demi-part fiscale supplémentaire aux veuves d'anciens combattants (de moins en moins nombreuses...), de rehausser le crédit d'impôt pour les frais de garde d'enfants ou encore d'augmenter de 11,84 à 13 euros la valeur des tickets-restaurants.

L'exécutif a écarté plusieurs amendements pertinents déposés par l'opposition, soit au motif de l'impact budgétaire généré (par exemple la création d'un crédit d'impôt pour les résidents des Ehpad), soit pour des raisons manifestement idéologiques (l'augmentation proposée de 5 % de la taxe sur les superdividendes). Au total, 117 amendements, principalement déposés par les groupes de la majorité présidentielle, ont été conservés lors de l'adoption sans vote des recettes. Mais le gouvernement s'est assuré méticuleusement qu'aucun d'entre eux n'ait pour l'origine une initiative des groupes RN et LFI.

Fort peu ambitieux mais très politique, ce projet de budget 2023 doit encore être examiné par le Sénat avant une deuxième lecture à l'Assemblée nationale. ■

CASIMIR MAZET.

La quinzaine sociale

■ **Inégalités salariales entre femmes et hommes** – En France, en 2022, tous métiers confondus, les femmes gagnent en moyenne 15,8 % de moins que les hommes. Se fondant sur ces statistiques européennes, *Les Glorieuses*, lettre d'information féministe créée par l'économiste Rebecca Amselem, en déduit que les femmes travaillent gratuitement depuis le 9 novembre à 9h10.

Un léger mieux depuis un an : en 2021, l'écart salarial atteignant 16,5 % et cette date symbolique avait été fixée au 3 novembre à 9h22. À cette allure-là, il faudra un peu plus de cinquante ans pour aboutir à l'égalité salariale. Pour accélérer le mouvement, *Les Glorieuses* réclame trois sé-

ries de mesures : revalorisation des salaires des professions où les femmes sont les plus nombreuses (soin aux personnes et éducation, notamment), évolution des congés « maternité » et « paternité » rémunérés de la même manière, et mise sous condition de l'accès aux marchés publics, de subventions et de prêts garantis par l'État au respect de l'égalité salariale.

■ **Relocalisation vs règles de l'OMC** – ArcelorMittal vient de mettre à l'arrêt « temporairement » un des deux hauts-fourneaux de Fos-sur-Mer qui emploie 2500 salariés sur un peu plus de 15000 en France. Motifs : le ralentissement de la demande d'acier et la hausse du prix de l'énergie, lequel pousse les groupes sidérurgiques à favoriser les usines implantées dans des pays où l'élec-

tricité est meilleur marché et où les règles sociales sont moins strictes.

Dans le même temps, on constate une augmentation des importations d'acier en Europe. Cet exemple montre que la relocalisation de l'industrie restera un vœu pieux tant que la France continuera d'appliquer les règles du commerce international imposées par l'Organisation mondiale du commerce qui privilégient le marché au détriment de la souveraineté nationale, du social, de l'environnement.

■ **Mine de rien** – Imerys a annoncé fin octobre le lancement de l'exploitation d'un gisement de lithium sur le site de Beauvoir dans le sud de l'Allier.

Après une campagne de sondages de dix-huit mois, le groupe

minier français pense pouvoir extraire 34 000 tonnes par an à partir de 2028 de ce métal nécessaire à la fabrication des batteries des voitures électriques. Ce site deviendrait alors le plus grand gisement de lithium de l'UE qui, à ce jour, importe la totalité de ses besoins.

Si le bilan carbone de l'extraction de lithium est plus faible que celui du pétrole, il demeure élevé : 8 kg de CO2 par kg. En outre, il faut 100 kg de roches pour 900 g de lithium. Un nouveau code minier visera à réduire les nuisances liées à ce type d'activité lesquelles pourraient se multiplier : « Nous avons des mines de lithium en France et nous allons les développer ; c'est une clé de notre souveraineté », a déclaré le président de la République dans un entretien au quotidien *Les Échos*.

N. P.

Politique de santé : un inquiétant déni

C'est une évidence aujourd'hui : la crise sanitaire de ces deux dernières années a fait des ravages non seulement sur les corps mais aussi sur les esprits. Face à l'afflux de patients dans les cabinets de psychologue et les services de psychiatrie, un certain nombre de psychanalystes tirent la sonnette d'alarme.

Le gouvernement a semblé prendre le mal-être des Français au sérieux : depuis le mois d'avril, le dispositif *MonPsy* rembourse huit séances d'une demi-heure à hauteur de 30 euros. Mais il s'agit d'une mesure dérisoire, qui cache la grande détresse des professionnels du secteur et de leurs patients.

Il serait facile de mettre cette détresse sur le compte des coupes budgétaires. Effectivement, les services de psychiatrie à l'hôpital n'échappent pas à la règle : la dureté des conditions de travail fait fuir les infirmiers, qu'on remplace alors par des aides-soignants moins formés et moins payés ; le nombre de lits, en diminution constante, est clairement insuffisant par rapport à la demande, et les psychiatres se transforment souvent en simples gestionnaires de matériel, passant leur journée à chercher des lits pour des malades en souffrance, malades qui sont parfois sortis abruptement de leur service pour aboutir en ambulatoire, quand ils ne se retrouvent pas à l'hôtel ou à la rue.

Mais il semble que la crise soit plus profonde et qu'elle ne soit pas seulement économique. Deux idéologies sapent d'emblée les tentatives de venir en aide efficacement aux malades.

Un réel modélisé. – La première n'est pas nouvelle car elle remonte au XIX^e siècle et au développement de l'esprit scientifique, voire scientifique, qui balaie les anciennes références : tout peut être compris par la science, le réel peut être modélisé par les mathématiques, en particulier *via* les statistiques, qui permettent une quantification des comportements humains, afin de les prévoir et de les maîtriser. Michel Foucault a d'ailleurs montré comment les périodes d'épidémies ont permis, dès le XVII^e siècle, la mise en place de ce drillage méthodique des villes et des populations, de ce fichage des individus qui permet ensuite une mainmise sur leur existence.

C'est cette quantification du réel que l'on trouve aujourd'hui à l'œuvre en psychologie, où règnent désormais les chiffres et les machines qui gagnent sur l'humain. Car il est évident que l'évaluation dans le soin déshumanise, elle transforme les souffrances en valeurs comparables qu'il faudra optimiser dans un objectif comptable : la thérapie se transforme en application de protocoles, le recours à l'IRM nie la cause psychologique des souffrances pour en faire de simples dysfonctionnements cérébraux, que l'on espère réparer à coups de molécules chimiques, pour le plus grand bonheur des industries pharmaceutiques.



Détresse des services de psychiatrie. La crise sanitaire a fait des ravages dans les esprits.

C'est le métier du psychologue qui en est bouleversé : la thérapie devient une technique rééducative, sous protocole, pour modifier un comportement déviant. Mais modifier les symptômes sans chercher les causes, c'est nier la réalité de la folie, c'est condamner les patients à la souffrance.

De nouvelles méthodes ont vu le jour, bien plus « positives » et souriantes, promettant le bonheur grâce à des thérapies rapides.

Dans cette optique, il est logique de chercher à évincer la psychanalyse, chassée aujourd'hui de l'Université et des centres médico-psycho-pédagogiques (Cmpps). Car la psychanalyse considère que les troubles mentaux sont étrangers à toute standardisation, et que l'individu n'est pas une machine mais un être parlant, dont la parole jaillit justement de ce manque de savoir sur soi, qui ne sera jamais comblé mais dont on peut alléger l'angoisse dans la relation à un autre : le thérapeute, avec lequel se noue une relation unique et incomparable. Or, ce qui est sacrifié aujourd'hui, c'est justement cette parole, le temps et les conditions nécessaires à son déploiement.

Un Moi autonome. – Ainsi, ce à quoi l'on assiste aujourd'hui plus généralement, c'est à un déni de l'inconscient. Si la psychanalyse est, depuis les années 1970, peu à peu évacuée des études uni-

versitaires, c'est qu'elle n'a plus bonne presse face aux nouvelles thérapies venues des États-Unis. On l'accuse d'être désespérante, de véhiculer une vision noire et tourmentée d'un être humain incapable de se connaître et de se maîtriser parfaitement, étant en proie aux sombres désirs venus de son inconscient et aux troubles qu'ils provoquent. C'est pourquoi de nouvelles méthodes ont vu le jour, bien plus « positives » et souriantes, promettant le bonheur grâce à des thérapies rapides et à des solutions « clés en main ». À l'inverse du Moi de la psychanalyse, scindé et obscur à lui-même, on vante aujourd'hui un Moi autonome, qui sait ce qu'il dit et ce qu'il veut, en accord avec lui-même, et capable de terrasser, par un effort de volonté, les problèmes psychiques auxquels il fait face. Plus de doute sur soi, plus de conflit psychique, le bonheur à portée de main en cinq leçons. C'est le *leitmotiv* des ouvrages de psychologie positive et de développement personnel qui fleurissent en librairie.

Le corollaire de ce déni de l'inconscient, c'est la culpabilité et la souffrance, car si je suis autonome et capable de me soigner en quelques semaines, je ne dois mes échecs qu'à moi-même et à la faiblesse de ma volonté. C'est ce même déni de causalités qui échappent à la maîtrise du sujet que l'on trouve dans le monde du travail et dans la pensée néo-libérale en général : si je n'y arrive pas, je n'ai qu'à m'en prendre à moi-même. Pas de meilleure recette pour conduire à la dépression voire au suicide.

Or, Lacan nous l'a appris, le sujet n'a rien d'un être autonome : dès avant sa naissance il est traversé et constitué par le désir de l'autre, par la parole de l'autre, et c'est cette altérité qui est évacuée aujourd'hui dans les nouvelles psychologies, qui ne reconnaissent pas le besoin de transfert du patient, son besoin d'un autre qui s'intéresse à lui dans le temps et qui l'écoute sans chercher à le conformer à la demande sociale.

Nous voyons aujourd'hui la conséquence de cette série de dénis. Les enfants et les adolescents en paient les frais, qui arrivent dans un monde schizophrène, ballottés entre les menaces écologiques et économiques grandissantes et les illusions délétères que véhiculent les réseaux sociaux : illusion du bonheur factice d'influenceurs égocentriques et vénaux, illusion de la toute-puissance que donne la possibilité de s'exprimer en permanence devant une multitude qui ne nous écoute pas.

Rétablir la possibilité d'une parole que l'on prend au sérieux : voilà l'urgence aujourd'hui. ■

SOIZIC HOUTIN.

Un Brésil moins à gauche que prévu

Une victoire sur le fil, un Congrès et des États réticents, un Lula moins ancré à gauche : les quatre années à venir s'annoncent délicates à cerner.

Le candidat de gauche, l'emblématique Lula, l'a donc finalement emporté, passant des geôles brésiliennes au palais présidentiel de Brasília ; un itinéraire peu courant qui pourrait presque faire passer le nouveau président brésilien pour un disciple de Louis-Napoléon Bonaparte. Cette victoire n'est pourtant pas un triomphe. Les sondages annonçaient un deuxième tour serré. Il l'a été bien au-delà des prévisions. 50,9 % des suffrages exprimés, on est loin des pronostics de victoire dès le premier tour, un temps, avancés.

Compte tenu des résultats du premier tour, on constate même que le candidat battu, Jair Bolsonaro, a su mobiliser en sa faveur une partie importante des électeurs qui avaient voté pour les candidats éliminés alors. Un premier tour, le 2 octobre, où il avait obtenu 43 % des suffrages exprimés, bien au-delà des 34 % que les enquêtes d'opinion lui prédisaient. Il est donc resté sur la même dynamique. Pire pour le futur gouvernement, les élections du Congrès brésilien, des gouverneurs et des parlements régionaux qui se tenaient le



Le président brésilien Lula da Silva. Il a été élu à une courte majorité.

même jour que le premier tour de la présidentielle avaient montré elles aussi la poussée de la droite bolsonariste, particulièrement dans les États les plus riches et les plus mondialisés, notamment à São Paulo, poumon économique du pays, une poussée qui ne se faisait pas seulement aux dépens de la gauche mais aussi à ceux d'une droite plus traditionnelle.

Le président élu n'est plus tout à fait non plus le même qu'en 2003. Certes, il veut relancer ses programmes imaginés alors pour lutter contre la pauvreté, combattre la déforestation de l'Amazonie et défendre la démocratie. Mais

sa marge de manœuvre parlementaire est étroite. Le nouveau vice-président, Geraldo Alckmin, est un centriste qui s'est rallié à Lula plus par rejet du bolsonarisme que par adhésion à la gauche. Lula a quant à lui intégré, dans son discours de campagne, le désir d'ordre moral d'une large partie de l'opinion. Il s'est présenté comme un candidat chrétien, hostile à l'avortement. Il annonce vouloir faire reculer la corruption. Enfin, les manifestations massives des partisans de Bolsonaro, après l'annonce des résultats du dimanche 30 octobre, montrent bien que le nouveau président aura fort à

faire pour maintenir l'unité du pays. L'attitude ambiguë du président sortant n'est pas faite pour améliorer les choses. Il lui a fallu deux jours pour appeler ses militants au calme.

Sur le plan international, la prudence est de réserve là aussi. Si Lula luttera sans doute contre la déforestation de l'Amazonie, il le fera à son rythme et sans se faire dicter sa loi par aucun pays. L'Amazonie est terre brésilienne avant tout. Il ne se ralliera pas aux positions occidentales sur la guerre russo-ukrainienne. Il reste attaché à l'alliance économique formée avec la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. « L'Occident » ne domine plus l'Amérique latine. Ne l'oublions pas. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits majeurs

■ **Corée du Sud.** – Le pays est encore sous le choc du drame survenu dans le quartier Itaewon à Séoul le 29 octobre. Une bousculade lors des célébrations d'Halloween a causé la mort de 156 personnes quand 151 autres ont été blessées. La défaillance des autorités locales pour encadrer ce premier grand événement sans restrictions sanitaires post-Covid est dénoncée. Le ministre de l'Intérieur et le responsable de la police ont dû présenter leurs excuses.

■ **Danemark.** – Victoire sur le fil du bloc de gauche emmené par la sociale-démocrate Mette Frederiksen, Premier ministre sortant, lors des élections législatives du 1^{er} novembre. Les électeurs ont renouvelé leur confiance à la coalition en lui accordant 90 sièges sur les 179 que compte le Folketing, le parlement monocaméral danois. Le nouveau parti des Modérés fondé par Lars Rasmussen fait également une percée (16 sièges) et affaiblit la droite libérale.

■ **Israël.** – Des législatives anticipées se sont tenues le 2 novembre, conséquence de la dissolution prononcée en juin 2022 après la démission du Premier ministre Naftali Bennett. La droite en ressort gagnante. Le Likoud arrive en tête en obtenant 32 sièges et le Yesh Atid du chef du gouvernement intérimaire Yaïr Lapid s'en assure de 24. La voie semble ainsi ouverte pour un retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu.

CAZIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Dans le port d'Amsterdam...** – « ...Il y a des marins qui boivent » : il est bien terminé, le (bon) temps de Jacques Brel. Aujourd'hui, on y tue sans retenue. Plusieurs journalistes d'investigation et quelques avocats ont été assassinés. Une longue enquête de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, l'an dernier, avait ciblé en couverture le royaume batave comme *narco-Etat* : sur fond de moulins et de champs de tulipes, une jolie fermière en tenue traditionnelle, un joint au coin des lèvres, une kalachnikov à la main, l'autre se servant comme bouclier d'une tomme de fromage de gouda. Le mal hollandais était déjà identifié : « la pente glissante menant de la tolérance à la terreur ». On y décrivait le passage des cafés fournis en drogues dites douces, à une offre de plus en

plus organisée et criminalisée, sans ignorer la production de drogues de synthèse où les Pays-Bas devenaient numéro un.

La même question traverse les quotidiens d'Amsterdam, cette mi-octobre, en apprenant « la triste première » d'une princesse menacée de rapt : l'héritière du trône d'Orange-Nassau, Amalia, étudiante à l'Université d'Amsterdam, rapatriée d'urgence au palais royal de La Haye où elle a été confinée. « Que sont donc les Pays-Bas, paradis permissif dont rêvaient les jeunes Européens, et devenus en quelques décennies un nid de criminels ? » (le quotidien *Trouw*, 15 octobre). Un procès dans la tradition des mafias siciliennes s'y tient contre un clan dit marocain (*Mocro Mafia*, de Morocco), issu de la seconde génération de familles marocaines immigrées, qui fait vaciller le pays sur ses fondations. Le Premier ministre, Mark

Rutte, a dû troquer son vélo pour une voiture blindée.

Même inquiétude en Belgique : le 13 octobre, un éditorial du *Soir* sous le titre « *Néropolitique et narco-totalitarisme* », commençait par le propos d'un magistrat : « Des gens sont décapités, découpés en morceaux. Des faits courants au Mexique, mais à ce point-là chez nous, on n'avait jamais vu ça » ; le 21 octobre, un reportage sur le port d'Anvers « au centre du jeu latino-américain » : « plus d'un quart de la cocaïne déjà saisie dans les ports latino-américains cette année, était destiné à Anvers », ce qui s'ajoute aux saisies réalisées par les douanes belges : 89 tonnes à Anvers contre 65 dans les ports de départ, selon le directeur belge du programme de contrôle des conteneurs au sein de l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (ONUDC).

Y. L. M.

À ne pas confondre avec les Hittites (XVII^e-XIII^e siècle avant J.-C.), civilisation disparue : les Xi-ittes s'inscrivent dans le temps long. Qu'est-ce que dix ou vingt ans par rapport à plusieurs millénaires ?

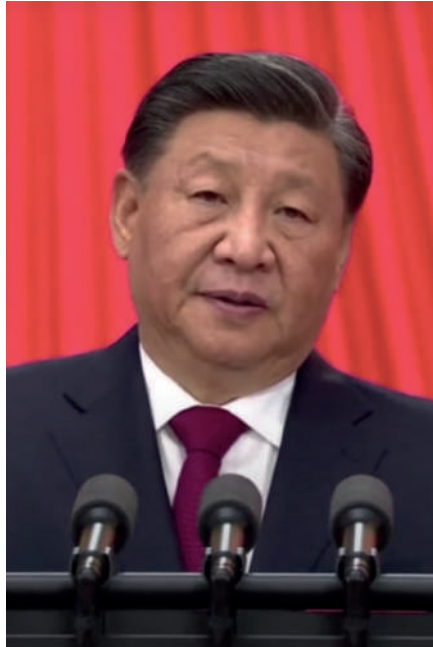
Chine : un XX^e congrès Xi-itte

PAR YVES LA MARCK

Contrairement au XX^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique en 1956, le XX^e congrès du Parti communiste chinois n'a pas procédé à la déstalinisation, en l'occurrence une démaoïsation. Il n'a pas intronisé un Gorbatchev que, selon Xi, le PCC aurait déjà connu, de Deng Xiaping jusqu'à Hu Jintao, prédécesseur de Xi de 2003 à 2013, évincé au dernier jour du congrès. La réunion, du 16 au 22 octobre, a consacré la reprise en main des instances dirigeantes du parti. Ce congrès supposé sans histoire a renouvelé 65 % des 205 membres du Comité central, des 24 membres du Bureau politique et des sept membres du Secrétariat permanent. Sous Deng, ce dernier statuait à la majorité, sous Hu chaque membre disposait d'un droit de veto. Au sein du nouveau septuor, une seule voix compte.

Le Parti, qui compte 97 millions de membres, est régulièrement épuré : en dix ans, 650 000 adhérents et 393 cadres ont été poursuivis pour corruption. Les nouveaux promus sont ceux qui ont diligenté les enquêtes, ainsi que les responsables de la sécurité intérieure. Au Bureau politique, ils appartiennent aussi à ce qu'on appelle les « ingénieurs rouges » ou le « club du Cosmos », à la pointe des avancées technologiques spatiales et supersoniques. On voit se dessiner une alliance entre idéologues, sécuritaires et scientifiques.

Primauté du Parti. – Xi Jinping est le maître d'œuvre, mais l'œuvre c'est le Parti. Le monde s'est interrogé sur la succession de Xi, qui ne sera ouverte au mieux qu'en 2027 pour 2032. Le souci de Xi est de perdurer au-delà de lui-même à travers un parti demeurant en contrôle de l'immensité chinoise. Le monde ne peut pas vouloir une anarchie chinoise comme au lendemain de la proclamation de la République en 1911 ou durant les années de la révolution culturelle. C'est ce qui différencie Xi de Mao : ce dernier, tel l'apprenti sorcier, avait perdu le contrôle du mouvement de jeunes qu'il avait provoqué. Xi, qui en fut une victime exemplaire, doit sa propre survie au Parti. Seul le Parti incarne la possibilité de salut quand la situation dégénère. Le Parti n'est pas affaibli parce que la foi dans le communisme aurait reculé. C'est parce que l'on doute du communisme que le Parti constitue le refuge, le garant, telle la Grande Muraille. Le jeune Xi aurait ainsi retrouvé la foi qu'il avait perdue et se battrait avec l'énergie des « convertis » (1). De même, avec le capitalisme, la prospérité économique tend à individualiser la société, à la désagréger si n'était le Parti qui doit donc resserrer



Xi Jinping, lors de la séance d'ouverture du XX^e congrès du PC chinois.

son contrôle sur les entreprises privées et les loisirs.

Le monde ne s'inquiète plus d'une instabilité chinoise, qui n'est plus d'actualité. Il redoute à l'inverse un excès de stabilité, thème récurrent dans les commentaires internationaux. Pratiquement tous les régimes politiques à travers le monde sont fragiles, les démocratiques par absence de majorité durable, les autoritaires par des contestations internes non maîtrisées, y compris la Russie de Poutine et l'Iran des Mollahs. La Chine devient la seule exception, la seule à se réclamer encore du marxisme, moins comme idéologie passée que comme projet de modernité, tous deux déclinés « à la chinoise ».

Perdurer au-delà de lui-même à travers un parti demeurant en contrôle de l'immensité chinoise.

Pour le reste du monde, cela ne préjuge pas d'un processus révolutionnaire comme au temps du maoïsme. Xi ne va pas chercher à convertir à un *Petit Livre rouge* de nouvelles générations. Il n'est porteur d'aucune religion. Il ne va pas siniser l'humanité. Il peut vouloir exercer une domination. Dans le monde tel qu'il va, elle ne saurait jamais être aussi unipolaire que celle qui fut exercée par l'Amérique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale puis des années 1990, mais régner au-dessus d'un monde divisé ou des mondes dissociés (2).

Fermeture du pays. – Xi est sur la défensive. Il a identifié les sources d'incertitude qui pèsent sur l'unité et la puissance de la Chine. Celle-ci a atteint un niveau de développement inégalé, au second rang mondial (la première place n'est annoncée que pour le centenaire de la République populaire en 2049). Le souci premier doit être non de poursuivre sur une voie de développement illimité, mais de la sécuriser. Le mot est celui qui est revenu le plus souvent dans le discours de Xi, le 16 octobre. Peut-être est-on allé trop loin trop vite ? La Chine va décélérer. En termes boursiers, elle va *réaliser* : céder sur certaines de ses ambitions en prenant sa marge de profit. Ce qui veut dire que la valeur de ses actifs connaît un haut et ne peut que baisser.

La réaction des investisseurs étrangers frise la panique. Ce n'est pas un hasard si, le congrès à peine terminé, on se bouscule au portillon : « *business as usual* » ? Le premier à se rendre à Pékin pour rendre hommage à l'Empereur n'est autre que le chancelier allemand Olaf Scholz, qui amène dans la corbeille de la mariée un des quatre terminaux (une participation réduite de 35 à 25 % sur insistance de Bruxelles) du premier port européen, Hambourg, ville dont il fut le maire. Impensable de s'y rendre en compagnie des Français qui l'avaient sollicité, espérant qu'on leur rende la pareille lorsque Macron avait invité Merkel (et Juncker, alors président de la Commission) à Paris pour rencontrer ensemble Xi en mars 2019. Le président devra prendre rang dans la file d'attente après le G 20 de Bali, mi-novembre, et se caler entre deux audiences privilégiées réservées à Biden et Poutine. Pour Scholz, l'intérêt de Volkswagen passe tout, comme on disait hier « *ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis* ».

Ceux qui ont cru au « *rêve chinois* » en Chine et hors de Chine vont déchanter. L'anti-occidentalisme qu'à l'extérieur on a eu tendance alternativement à sous-estimer et à surestimer, est pour Pékin avant tout un argument de propagande intérieure et une nécessité vitale : la société chinoise mondialisée, en voie d'occidentalisation et d'individualisation incontrôlées, a besoin d'être « *orientée* » et « *rectifiée* ». ■

(1). Joseph Torigian, auquel on doit une étude sur le père de Xi, *Zi Zhongxun, Prestige, manipulation and coercion. Elite power struggles in Soviet Union and China after Stalin and Mao*, Yale University Press, 2022 (non traduit).

(2). Alice Ekman, *Dernier vol pour Pékin. Essai sur la dissociation des mondes*, Éditions de l'Observatoire, novembre 2022.



WIKIPEDIA – PHOTO : JULES ROMAIN

Constantin à la bataille du Pont Milvius (vers 1520, école de Raphaël, musée du Vatican). Le passage d'un empire à une religion universelle.

Empire et religion : une relation intime

Entretien avec Gabriel Martinez-Gros.

Professeur émérite d'histoire de l'islam médiéval à l'Université de Nanterre, auteur de nombreux ouvrages présentés dans *Royaliste*, Gabriel Martinez-Gros a récemment publié *La Traîne des empires* (éditions Passés/Composés), dans lequel il étudie les liens entre l'Empire et les religions universelles.

Royaliste : Votre livre prolonge la *Brève histoire des empires* que vous avez publiée en 2014 et qui, déjà, bouleversait la conception commune de l'histoire et de la fin des empires...

Gabriel Martinez-Gros. – L'empire ne disparaît pas dans les flammes et l'apocalypse ! Il ne vit pas non plus de violence : c'est une réalité pacifique et pacifiante. L'empire s'étiole plus qu'il ne disparaît, par accentuation de ses fonctions majeures de désarmement et de pacification. Car c'est cela un empire : sa dynamique consiste à transférer l'agressivité naturelle des groupes humains aux fonctions productives et aux fonctions éthiques et intellectuelles dont la religion va se nourrir. Une religion est la conséquence la plus importante de la sédentarisation des peuples. Le regroupement des sédentaires qui font métier de savoir aboutit à l'autonomie du discours sur les valeurs, qui se détache de l'action politique. La religion se définit par ce détachement des valeurs et de l'agir : elle est une cristallisation du discours sans implication directe dans l'action, elle ne se soucie pas de la réussite ou de l'échec de ce qu'elle ordonne. Pour la religion, il n'y a pas de solution au silence des espaces infinis qui effraie Pascal.

La thèse est simple mais elle mérite d'amples explications !

Il s'agit de montrer comment on passe de l'empire à la religion. Mais la conséquence est mieux définie que la cause. Nous savons à peu près ce qu'est une religion universelle – le christianisme, l'islam, le bouddhisme –, mais nous hésitons sur la définition de l'empire. Il y a beaucoup de débats sur cette question et on se demande toujours si les Aztèques, ou les Russes, forment un empire. On peut répondre tout simplement que les véritables empires s'achèvent en religion. Donc, il n'y a que trois empires ou quatre parce qu'il n'y a que trois religions : l'Empire romain, l'Empire chinois et l'Empire islamique. Il peut y avoir des rejets d'empire : par exemple, l'Empire ottoman est un rejet de l'Empire islamique.

« Trois ou quatre empires », dites-vous. Qu'en est-il de l'Inde et de l'hindouisme ?

L'hindouisme, synthèse des rites multiples de l'Inde, est le produit d'un Empire indien constitué par la conquête islamique puis par la conquête britannique. Pour que l'hindouisme existe, il fallait un empire unifié.

Après la religion, y a-t-il d'autres traits constitutifs des empires ?

La densité des empires est une donnée très importante. L'Empire perse achéménide ne devait pas rassembler moins

de 10 % de la population mondiale, soit une quinzaine de millions d'habitants. L'Empire romain et l'Empire chinois représentaient, chacun, entre 20 et 25 % de la population mondiale. Aujourd'hui, la Russie et les États-Unis n'ont pas la taille impériale – seules la Chine et l'Inde ont la taille requise –, mais cela ne signifie pas que ces deux derniers pays soient des empires.

Deuxième caractéristique : l'empire est un mode de fonctionnement politique et social. Il construit une spirale de prospérité en imposant à sa population un impôt qui permet une forte mobilisation de capital, une forte demande des élites qui aboutit à un essor productif considérable, à une diversification des métiers, à la multiplication des artisanats urbains, à l'invention de techniques nouvelles qui aboutissent à des gains de productivité qui bénéficient à l'ensemble de la société.

L'empire élargit les horizons économiques, il brise les structures naturelles de production – familiales, claniques, tribales – et il réduit ses sujets à l'état d'individus productifs. Comme le montre Ibn Khaldoun, l'empire est d'abord un projet économique, une promesse de prospérité, en échange de la désolidarisation des personnes et du désarmement des populations. Comme les fonctions militaires et policières ne peuvent pas être exercées par les sujets de l'empire, la police et l'ar-

mée sont confiées par l'autorité impériale à des groupes bédouins issus des marges de l'empire – qui tôt ou tard prennent le pouvoir.

L'un des symptômes de l'Empire, c'est que ceux qui règnent et qui gouvernent sont une minorité par rapport à la majorité de la population impériale. Vous voyez que ni les États-Unis ni la Russie ne sont des empires selon cette caractéristique. En Chine, les Mandchous sont totalement étrangers et totalement séparés des Chinois par la volonté des uns et des autres. C'est la même chose dans l'Inde moghole où, vers 1700, la population indienne compte 170 millions d'habitants alors que 200 000 à 250 000 Moghols, « *étrangers blancs de peau et musulmans* » comme le dit un contemporain, tiennent l'appareil d'État sous l'égide de l'empereur. Cent cinquante ans plus tard, 250 000 cipayes et soldats britanniques dominent deux cents millions d'Indiens. Les proportions sont les mêmes ! L'Empire britannique s'est inscrit dans la continuité de l'Empire moghol.

Comment ce système impérial est-il né ?

J'ai essayé de définir une séquence impériale avec trois moments. Le premier temps est celui des royaumes combattants. C'est le temps des principautés qui précèdent l'organisation impériale. Il y a des royaumes combattants en Chine et dans la constitution de tous les empires. Les cités grecques autour d'Athènes sont des royaumes combattants parce que leur visée n'est pas seulement la Ligue de Délos : le but de la Grèce, entre les guerres médiques et la conquête d'Alexandre, c'est de se préserver de l'Empire perse, puis de le détruire. La République romaine est un royaume combattant, de même que les tribus arabes.

Ces royaumes combattants font un très large appel à la mobilisation populaire pour la guerre. À la fin de la vague des conquêtes arabes, au VII^e siècle, on estime que l'Empire islamique préconstitué aligne 250 000 combattants. Trois siècles plus tard, l'Empire abbasside à son apogée en a 30 000. La diminution des effectifs militaires est la marque de tous les empires. Dans les royaumes combattants, c'est le peuple mobilisé qui décide – en Grèce comme dans les autres royaumes. Si l'on veut que le peuple ne décide plus, il faut que les conquêtes s'arrêtent – c'est le cas à Rome.

Vient ensuite le temps de l'empire proprement dit...

C'est le temps de la clôture du territoire, du désarmement progressif du peuple – à la fois des conquies et des anciens conquérants, qui se réunissent dans la même servitude. La force revient à des ethnies marginales – ainsi dans l'Empire abbasside, dans celui des Han, dans l'Empire romain après le I^{er} siècle.



L'historien Gabriel Martinez-Gros. Ses travaux récents portent sur l'histoire des empires et leurs relations avec les religions.

Troisième moment : l'empire s'enraye au bout de trois ou quatre siècles par l'effet du désarmement, de la sédentarisation et de la paix. C'est la réussite même de l'empire qui le conduit à l'échec. Cela tient à la prise en charge de toutes les fonctions de protection, policières, militaires, caritatives. Ces charges sont finalement trop lourdes malgré les ressources fiscales. L'empire paie finalement sa toute-puissance. Il plie sous le poids de ses sujets qu'il a privés de la capacité de se défendre et de s'entraider. D'où les crises financières qui marquent la fin des empires.

Nous voyons apparaître de nouveaux dogmes religieux – l'antiracisme, l'écologisme –, mais ils ne prennent pas la suite d'un empire.

C'est alors qu'émerge la religion, qui naît d'un extrême raffinement des métiers de l'empire, de la formation des valeurs. Une population de clercs se rassemble et reçoit une place dans la société. Ces intellectuels réussissent lorsqu'ils parviennent à transformer l'impuissance militaire et politique de l'empire en une impuissance ontologique – en un discours sur l'impuissance de l'homme face au monde et face à la divinité. La religion ne pose que les problèmes qu'elle ne peut pas résoudre, à l'inverse de la fameuse formule de Marx. Elle a les mêmes valeurs que l'empire – la paix, l'universalité –, mais son combat contre le Mal ne peut avoir de fin.

Vous dites que nous assistons à la naissance d'une nouvelle religion...

Nous connaissons depuis deux siècles une sédentarisation rapide, bien plus

profonde que les anciennes sédentarisation impériales, avec une multiplication inouïe de la population et de la richesse. Nous approchons de la fin de cette prospérité dont la brusque décélération de la croissance démographique est le signe. Nous assistons depuis dix ans à la stagnation de la productivité qui tient au fait que la masse de la main-d'œuvre se concentre dans les métiers à productivité faible ou nulle : métiers du soin, enseignement... La mondialisation compense en partie le marasme par des économies d'échelle, des délocalisations qui permettent le ratissage des pays les plus riches par de nouvelles puissances – la Chine, l'Inde. L'impuissance économique se double d'une impuissance politique croissante et, sur le plan militaire, l'appel aux mercenaires se généralise.

Enfin, une nouvelle religion est peut-être en train de naître. Dans les années soixante, l'antiracisme était posé aux États-Unis comme un problème politique : l'injustice faite à la communauté noire impliquait des solutions à court terme – la discrimination positive – pour effacer le racisme en une ou deux générations. Aujourd'hui, les races sont tenues par les antiracistes comme des réalités éternelles, parce que le racisme est lui-même tenu pour un Mal indestructible. Quant à l'antiracisme aux États-Unis, nous sommes entrés dans une pensée religieuse, qui ne vise plus à une solution pratique et politique.

Il y a donc une impuissance politique et l'esquisse d'une nouvelle religion, mais il n'y a pas d'empire car, depuis deux siècles, il n'y a jamais eu d'empire en Occident. Ce sont les États nationaux qui ont créé la spirale ascendante de la prospérité. La révolution industrielle a permis d'assurer la prospérité en même temps que la guerre, par le biais de nos royaumes combattants. Les énormes pertes humaines provoquées par les deux guerres mondiales ont été compensées par la croissance démographique avec une facilité déconcertante.

Nous en sommes là. Nous voyons apparaître de nouveaux dogmes religieux – l'antiracisme, l'écologisme –, mais ils ne prennent pas la suite d'un empire comme nous l'avons vu pour le bouddhisme, le christianisme et le sunnisme. Ces nouvelles religions s'attaquent aux États nationaux et le choc est très sévère : alors que les valeurs des empires préparent les religions, les valeurs des États nationaux ne sont pas les valeurs des religions qui s'amorcent, car nos démocraties ne sont pas nécessairement pacifiques. ■

Propos recueillis par Bertrand Renouvin

► Gabriel Martinez-Gros, *La traîne des empires. Impuissance et religions. Passés composés*, 2022.

Les combattants à l'épreuve du feu



Le colonel Michel Goya.

Dans *Sous le feu*, le colonel Goya nous fait découvrir ce qu'est le combat au niveau des combattants, à partir de ses expériences personnelles et de celles de nombre de soldats engagés dans des conflits du XXI^e siècle.

Royaliste rend régulièrement compte des ouvrages de Michel Goya, expert stratégique dont les téléspectateurs entendent souvent les analyses, et auteur de l'excellent blog *La voie de l'épée* : une pensée claire et pertinente, dans la tradition de nos auteurs militaires dont les théories valent largement celles des Anglo-Saxons, des Allemands et des Russes.

Le combat place l'homme (ou la femme) dans un monde de chaos qu'on ne peut imaginer sans en avoir soi-même fait l'expérience. Tel est le sujet de *Sous le feu*, judicieusement

sous-titré *La mort comme hypothèse de travail*. On peut s'y être préparé, et l'entraînement est bien sûr fondamental, mais on ne saura jamais à l'avance ce que seront ses propres réactions. L'auteur nous montre, à partir de témoignages, les différentes facettes de l'expérience du combattant, et la façon dont elles conditionnent l'efficacité individuelle et collective.

Une des découvertes de la sociologie militaire américaine, lors de la Seconde Guerre mondiale, fut que, parmi les hommes engagés dans un combat, seule une minorité utilisait ses armes. Les servants des

armes lourdes et collectives, qui impliquaient souvent une équipe, étaient plus nombreux à ouvrir le feu. Cette dichotomie entre « acteurs » et « figurants » se vérifie dans toutes les armées, toutes les armes et tous les conflits. La majorité des pertes infligées à l'ennemi l'est par le fait d'une minorité de combattants. D'autres ne croient voir l'adversaire que rarement ou jamais, et n'engagent pas le combat, et cela vaut autant pour le fantassin que pour le pilote de chasse, même si les « figurants » jouent quand même un rôle réel, ne serait-ce qu'en faisant nombre.

Michel Goya détaille l'expérience du combat, le bruit, les odeurs, les fumées, qui brouillent la perception, surtout celle du combattant inexpérimenté qui voit la menace ailleurs qu'à son emplacement réel. La guerre engendre de puissantes distorsions cognitives, chez le chef comme chez l'exécutant. L'expérience permet de réagir rapidement mais en s'appuyant sur des scénarios déjà vécus et donc conservateurs. L'entraînement réaliste développe la confiance entre les membres de l'équipe et permet de développer les automatismes. Malheureusement, la logique comptable fait de l'entraînement une mode variable d'ajustement.

La même logique privilégie des organisations comme les bases de défense, centrées sur les économies monétaires plus que sur les besoins du combattant. La logique administrative accapare le temps et l'énergie des responsables, et l'on sourit jaune au récit de cet officier retour d'un tour d'opérations, à qui une fonctionnaire civile de la chaîne « hygiène et sécurité » du ministère des Armées demande de répertorier les emplois à risques de son unité ! Enfin, la qualité du matériel influe grandement sur la confiance du combattant, et l'on se souvient des soldats français projetés en opération extérieure, qui achèterent sur leurs deniers personnels chaussures et équipements individuels.

Cette approche au niveau du combat et du combattant est un indispensable complément aux analyses formulées à un niveau plus global par l'auteur, notamment dans *Le temps des guépards*. Le lecteur inquiet de la montée des périls et des conditions réelles d'engagement des hommes et des femmes d'exception qui composent nos Armées doit lire d'urgence ce livre bref, incisif, bien écrit, et ce qui ne gâte rien, peu onéreux. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

► Michel Goya, *Sous le feu*. Tallandier, 2014, éd. Poche 2019.

Dans les revues



Population et Sociétés – La revue de l'Institut national d'études démographiques (Ined), d'accès gratuit et de lecture facile, est indispensable à

toute analyse politique incluant des considérations démographiques. Son numéro de septembre 2022 présentait, comme tous les deux ou trois ans, un état de « Tous les pays du monde », qui remet à leur place bien des idées reçues. Cette année, cet état des lieux s'enrichit, avec le numéro d'octobre (1), d'une analyse sur la fécondité mondiale par Gilles Pison, démographe de l'Ined. Tout cela nous confirme les analyses des années précédentes : la population humaine « compte 8 milliards d'habitants en 2022. Elle

devrait continuer à croître jusqu'à atteindre peut-être 10 milliards à la fin du XXI^e siècle ». À partir de cette date elle devrait se stabiliser, voire diminuer. Les gros bataillons se trouvent en Asie (4,7 milliards) et en Afrique (1,4 milliard), le reste se répartissant en Europe (744 millions), Amérique du Sud (437), du Nord (377) et centrale (179), principalement.

Si l'on regarde les densités de population, les choses changent quelque peu, l'Asie restant en tête (152 habitants/km²), suivie de l'Europe (114 – Russie non comprise), et l'Afrique assez loin derrière avec 45 habitants/km².

Quant à la fécondité, elle nous montre un paysage encore différent, puisque l'Afrique (prise globalement, mais les différences entre Afrique du nord, subsaharienne ou australe sont considérables) reste le seul continent à présenter une fécondité élevée (4,2 enfants par femme) pour une fécondité mondiale de 2,3 et

inférieure ou égale à 2 pour les autres continents. On observe une convergence de l'évolution de ces fécondités, qui devraient en 2100 se retrouver toutes autour de 2 enfants par femme, ce qui signifie une légère remontée pour certains, et une chute rapide pour l'Afrique, puisque sa fécondité se situait à 6,7 en 1970 et devrait être inférieure à 2 en 2100. Voilà qui devrait aboutir en 2100 à 4,6 milliards d'habitants en Asie ; 3,9 en Afrique (pour des superficies comparables) ; 0,65 en Amérique du Sud et Caraïbe, 0,59 en Europe et 0,45 en Amérique du Nord.

Ce panorama n'est guère susceptible de changements (sauf accident grave, comme une troisième guerre mondiale ou un effondrement des conditions écologiques) : « Il est illusoire de penser pouvoir beaucoup agir sur le nombre des humains à cet horizon [les prochaines années et décennies]. S'il augmente, c'est à un rythme décélérant de lui-même,

les femmes et les hommes ayant fait le choix d'avoir peu d'enfants tout en leur assurant une vie longue et de qualité. L'humanité n'échappera cependant pas à un surcroît de 2 milliards d'habitants d'ici trente ans, en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Il est possible d'agir en revanche sur les modes de vie, et ceci sans attendre, afin de les rendre plus respectueux de l'environnement et de la biodiversité et plus économes en ressources ».

Nous ne pouvons alors que partager la conclusion de Gilles Pison : « La vraie question, celle dont dépend la survie de l'espèce humaine à terme, est finalement moins celle du nombre des humains que celle de leur mode de vie. »

FRANÇOIS GERLOTTO.

► *Population et Sociétés* n° 604 (octobre 2022), Gilles Pison (<https://doi.org/10.3917/popsoc.604.0001>)

DR



Par Gérard Leclerc

Contre l'aplatissement du monde

Olivier Roy vient de publier un essai terrible, parce qu'il ne laisse place à nulle échappatoire. Le cours des choses nous entraîne dans un processus mondial d'arasement de toutes les cultures enracinées dans des traditions nationales et développées dans les grands corpus littéraires. Ainsi, même le *wokisme* qui sévit en Occident et se trouve l'objet des analyses les plus critiques ne saurait être isolé d'un phénomène généralisé qui n'épargne aucun secteur de l'existence. De la richesse de la culture, avec tout ce qu'elle implique d'intériorité favorable à l'expansion personnelle, nous sommes passés à des procédures encadrées par des codes et par des normes qui balisent la course des sociétés. Alors que le mot d'ordre de la modernité semble se concentrer sur le développement infini de l'individualisme, c'est le contraire même qui s'impose, souvent sous les couleurs de la libération.

Historiquement, ce processus se comprend à partir des grandes mutations intervenues au XX^e siècle : la libération des mœurs des années soixante, la révolution Internet, la marchandisation néolibérale et la déterritorialisation liée aux dépossessions de l'État nation et aux migrations. En ce qui concerne la libération des mœurs, il est patent que nous assistons à une dénonciation générale des nouvelles formes de harcèlement sexuel, apparues là-même où on célébrait la fin des contraintes insupportables. D'où l'extension continue « *des systèmes de normativité, morale comme juridique* » sur fond de mise en accusation quotidienne des harceleurs, même s'ils appartiennent à une extrême gauche donneuse de leçons. Une bonne part de l'expression féministe s'emploie aujourd'hui à disséquer sur toutes ses faces la notion de consentement, alors qu'hier c'est la spontanéité des attirances qui était célébrée. Mais, du même coup, c'est un appareil de surveillance qui s'organise méthodiquement.

Cette donnée s'inscrit dans une substitution de paradigme qu'Olivier Roy s'emploie à définir de façon plus développée, en observant les facteurs de globalisation et ce que celle-ci implique de déculturation profonde : « *La question clé est de savoir si la mondialisation se fait en faveur de la culture occidentale en général (point de vue des postcolonial studies) ou bien d'une américanisation du monde (point de vue des identitaires européens, qui s'opposent autant à l'immigration venue du sud qu'à l'influence culturelle des États-Unis, ou à ce qui s'est vu de tel dans les cultures "woke" néoféministes, intersectionnalistes et déconstructivistes) ou encore en un processus sui generis de déculturation (notre théorie).* » On notera au passage l'emploi de ces concepts qui sont devenus la monnaie courante de nos feuillets intellectuels, si évidents de notre changement de paradigme.

Mais il s'agit de bien saisir la thèse d'Olivier Roy, qui part d'une réflexion sur la notion de culture : « *Le terme de culture a des sens variés, mais tous tournent autour de deux pôles : la culture au sens anthropologique, c'est-à-dire l'horizon commun de sens et de représentations propres à une société ou à une communauté donnée, et la culture-corpus (ou haute culture), un ensemble de productions intellectuelles ou artistiques sélectionnées et considérées comme bonnes à connaître ou à pratiquer. La première est implicite (et doit donc être décodée par la société elle-même ou par l'anthropologue qui l'étudie), la seconde est explicite et suppose donc un travail de sélection et de transmission.* » Ce à quoi nous assistons, affirme Olivier Roy, c'est à un effacement des cultures anthropologiques et à une dissolution du contenu de la culture-corpus. On assiste à une émancipation et

à une autonomisation de sub-cultures, telle la sub-culture jeune, dépossédées de la profondeur de l'implicite des anciennes références civilisationnelles.

Ainsi faudrait-il se méfier de ce qu'on appelle américanisation, parce que derrière cette apparente conquête des États-Unis sur notre Europe, se dissimulerait la diffusion d'un *globish* de plus en plus détaché du monde anglo-saxon, à un point tel que parfois il échappe même aux anglophones. On pourrait en dire autant d'une prétendue emprise japonaise sous prétexte que les *mangas* sont devenus aussi partie prenante des échanges mondiaux. C'est une illusion dès lors que l'on comprend qu'il s'agit d'une désinence particulière des modes de consommation. Tout est décontextualisé, déshistoricisé, fondé sur des techniques de reproduction de l'image et du son, accessibles à tous sans initiation préalable.

Arasement civilisationnel. – Olivier Roy établit une corrélation étroite entre ce processus d'arasement civilisationnel et le néolibéralisme mondialiste qui « *suppose la libération de l'individu de tous les liens collectifs, son autonomie au moins théorique et son adhésion au marché.* » Il n'est donc pas indépendant du processus général qu'il renforce au contraire, ne serait-ce qu'en alignant tout sur les exigences du marché. Ainsi assiste-t-on à la marchandisation de ce qui relevait de l'intimité et notamment de la sexualité. Mais il faut bien s'arrêter dans ce trop bref compte rendu, non sans se poser avec l'auteur la question d'une possible résistance à ce qui ressemble à un implacable bulldozer.

« *Ce que nous vivons est bien une crise de l'humanisme.* » Certes ! Mais comment relever l'individu de cette dépréciation de lui-même, alors qu'il apparaît « *infantile, égoïste, incapable de comprendre ce qui est bon pour lui* » ? N'est-il pas un universel prédateur de la nature, de l'animalité, de lui-même ? Bérénice Levet publie un contre-manifeste intitulé *Le courage de la dissidence*, qui propose de revenir à la richesse de notre culture et de renouer avec la fierté d'être Français : « *Être Français c'est la belle et généreuse et exaltante occasion de vivre une autre vie que la sienne propre, mais cela suppose de rendre vigueur, vitalité, éclat à la personnalité française.* »

Ne serait-ce que pour guérir du climat de névrose que diffuse l'actuel désenchantement du monde, je conseillerais la lecture d'un auteur qui nous confie son s'est « *uni au chant français* ». Car à ceux qui feraient part du souci de ce qu'on appelle le repli sur soi et le refus de l'autre, qu'impliquerait un attachement trop exclusif à la culture nationale, il faut opposer le magnifique témoignage d'un François Cheng, ce poète d'origine chinoise, qui n'a jamais refusé sa naissance dans cette aire de civilisation, mais qui a établi entre littérature chinoise et littérature française des relations qui mettent plus encore en valeur l'une et l'autre, ne serait-ce que grâce à cette activité supérieure de l'esprit et de la sensibilité qu'est l'acte de traduire. « *Dans mon cheminement du chinois vers le français, semé de tant d'épreuves, point de casures, de ruptures, de sacrifices, mais bien des métamorphoses, des transformations, un accomplissement transfigurant.* » François Cheng est l'exemple même d'un sourcier de la culture qui nous montre comment vaincre l'aplatissement du monde. ■

► Olivier Roy, *L'Aplatissement du monde*, Seuil, octobre 2022.

Bérénice Levet, *Le Courage de la dissidence*, Éd. de l'Observatoire.
François Cheng, *Une longue route pour m'unir au chant français*, Albin Michel.

L'Ukraine au centre

L'Ukraine existe-t-elle ? Si la réponse est positive, elle ne date que de ces derniers mois. Trop longtemps considérée comme une « marche » (*kraina*) de la Russie, l'Ukraine n'a été connue qu'à travers le regard russe, l'historiographie russe et même la langue russe. Rares sont ceux qui sont capables de renverser la perspective. Plusieurs auteurs viennent de s'y risquer.

Le plus souvent, la question ukrainienne a été noyée dans un Orient largement fantasmé. L'Ukraine vue par les Moscovites est un pays imaginaire, terre de légende, que la culture russe a ensuite introduite en Occident, Occident également imaginaire. L'histoire est pleine d'allers-retours, de symbioses, de bifurcations. Au-delà de l'historicisation de la relation russo-ukrainienne au cours des siècles, il y a le point de vue auquel on se place : théologique, sociologique, économique. Selon les cas, le calendrier diffère du tout au tout. Les continuités, à partir de 800, le couronnement de Charlemagne par le pape à Rome contre Byzance (selon Jean-François Colosimo), ou le « berceau commun » de la *Rous'* plus tard dite de Kiev ou Kyiv (pour Andreas Kappeler), ou seulement à partir de 2014, la « révolution de Maïdan » (thèse défendue par Anna Colin Lebedev et Olivier Weber). Les fractures ou l'oubli de l'Ukraine, à partir de 1853, la guerre de Crimée, « catastrophe civilisationnelle » (Colosimo, dont le récit s'arrête brutalement pour ne reprendre qu'en 2014), 1945, la grande victoire dans la « guerre patriotique » de l'Union soviétique diversement vécue (Kappeler), 1991, l'indépendance en forme de dissolution de l'URSS par la Russie ensemble avec l'Ukraine (Anna Colin Lebedev), 1994, le mémorandum de Budapest sur la renonciation ukrainienne au nucléaire (Endeweld), et finalement le 24 février 2022, la sidération (Weber).

En famille. – Aux deux extrêmes, les deux histoires longues de Colosimo et de Kappeler. *La crucifixion de l'Ukraine* du premier n'est ni une crucifixion ni un livre sur l'Ukraine, victime collatérale du grand schisme entre Orient et Occident, Byzance et Rome, et, *in situ*, Grecs et Russes, pour conclure sur « la gnose de l'Apocalypse » (*L'Apocalypse russe*, livre qu'il avait publié en 2008). *Les frères inégaux*, œuvre du second (parue en allemand en 2017), sont au contraire une déconstruction sur mille ans de l'historiographie classique – donc russe –, qui réinterprète le thème favori de Poutine : « Nous sommes une famille ». Famille, oui pour les Russes, frère aîné, les Ukrainiens étant éternellement relégués au statut de frère cadet : « Grands-Russes » et « Petits-Russes ». « Jamais frères ? » : l'important est le point d'interrogation



Mémorial de la grande famine de 1932, qui a marqué une première grande fracture entre Russes et Ukrainiens. Place Mykhailivska, Kiev.

délibérément suspendu pour Anna Colin Lebedev. Privilégiant une approche sociologique, un regard contemporain sur le passé commun, elle veut répondre à trois questions : « Une même histoire ? » « Un même peuple ? » « Un même horizon ? »

Désormais [...] il y a clairement deux peuples, avec l'idée d'une responsabilité collective du peuple russe et plus seulement de ses dirigeants.

À la première, elle examine trois événements en partage : « l'expérience soviétique », la victoire soviétique de 1945, la Shoah. Ils suffisent à qualifier le sous-titre de l'ouvrage : *Une tragédie post-soviétique*. L'auteur, qui avait étudié les anciens combattants ukrainiens dans la guerre d'Afghanistan, rappelle, contrairement à la vulgate russe de la Seconde Guerre mondiale, que l'Armée rouge n'était pas composée que de Russes, et que la collaboration se produisit aussi en Russie. Kappeler, Autrichien, est frappé de la facilité avec laquelle la propagande russe a répandu le thème des nazis ukrainiens. Lebedev, née à Moscou, reconnaît avoir grandi dans l'ignorance de la part ukrainienne de la « famille » soviétique, tout comme la majorité des Russes qui ne sortent jamais de chez eux. D'autant que l'Ukraine était présentée comme un pays mythologique.

Sans famille. – Au départ, en 1991, deux États, puis bientôt, à la faveur des élections, deux partis, en dépit des liens familiaux, quoique toujours asymétriques.

On y était hostile à Poutine et à ses alliés ukrainiens comme Ianoukovitch, mais pas au « peuple russe ». C'est ce qui a changé dramatiquement à la faveur de l'occupation militaire et des exactions : désormais, selon Lebedev et Kappeler, il y a clairement deux peuples, avec l'idée d'une responsabilité collective du peuple russe et plus seulement de ses dirigeants. Olivier Weber, grand reporter, biographe et émule de Joseph Kessel, qui a traîné ses guêtres sur tous les terrains de guerre, de l'Afghanistan au Kurdistan, décèle dans ses impressions d'histoire immédiate la « naissance d'une nation européenne ». Ce qui ne vaut que par rapport à l'Occident, à des « valeurs », alors que, tout bien considéré, on est – famille oblige – dans le registre de l'intime.

Marc Endeweld nous ramène au réel, aux infrastructures sous les superstructures qui auraient pu nous enfermer dans un monde idéal. « Les dessous du conflit russo-ukrainien », ce sont d'abord les « guerres cachées » de l'énergie. On découvre un monde : pas tant celui du gaz, rebattu, que ceux de l'atome et de l'électricité. On a beaucoup parlé de la centrale de Zaporijia, mais peu du fait que toutes les centrales nucléaires de l'Ukraine – pays d'Europe le plus nucléarisé avec la France – sont de conception soviétique, fonctionnent avec un combustible nucléaire venu de Russie, qui en retraite les déchets. Focalisés sur la question de l'extension de l'Otan à l'Ukraine, nous en aurions presque oublié que l'Ukraine abritait en 1991 le tiers du dispositif nucléaire militaire soviétique. L'auteur rappelle les propos de Volodymyr Zelensky à la conférence sur la sécurité de Munich en 2022 – qui valent bien celles de Poutine 15 ans plus tôt – : « L'Ukraine a reçu des garanties de sécurité pour avoir abandonné la troisième capacité nucléaire du monde. Nous n'avons pas cette arme. Nous n'avons pas non plus de sécurité ». Depuis le mémorandum de Budapest de 1994, la Russie avait la haute main sur l'industrie nucléaire ukrainienne ainsi que sur la distribution électrique jusqu'à ce que celle-ci bascule vers l'ouest. Deux motifs certains de contrariété pour Moscou. ■

DOMINIQUE DECHERF.

► Par ordre alphabétique, tous livres parus en été 2022 :

Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ? Ukraine et Russie : Une tragédie post-soviétique*, Seuil.

Jean-François Colosimo, *La Crucifixion de l'Ukraine. Mille ans de guerres de religions en Europe*, Albin Michel.

Marc Endeweld, *Guerres cachées. Les dessous du conflit russo-ukrainien*, Seuil.

Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours*, CNRS Éditions.

Olivier Weber, *Naissance d'une nation européenne. Réflexions sur la question ukrainienne*, L'Aube.

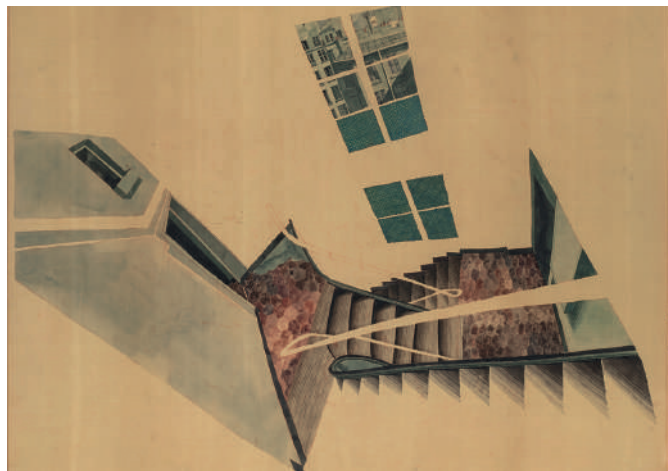
Les vertiges d'un peintre d'atelier

Trois ans après la disparition du peintre, le musée de l'Orangerie met en lumière l'œuvre de Sam Szafran, atypique, fidèle à la figuration, hors des mouvements bien identifiés qu'il a pourtant bien observés.

Sam Max Berger naît à Paris le 19 novembre 1934, dans une famille de Juifs polonais. Pendant l'Occupation, il est caché dans le Loiret et le Rouergue. Son père et une grande partie de sa famille meurent dans les camps nazis. Après la Libération, le peintre autodidacte vit d'expédients. Il fait la connaissance d'artistes de la seconde École de Paris.

Szafran limite ses compositions à quelques thèmes de prédilection, se livrant à une multitude d'expérimentations, déconstruisant la perspective. Il découvre les techniques d'Edgar Degas, maître du pastel. Ses recherches l'ont conduit à allier deux techniques a priori incompatibles : pastel et aquarelle, « le sec et le mouillé ». Il se concentre sur son environnement immédiat : ateliers reflétant ses états psychiques, escaliers en colimaçon devenus labyrinthes, espaces envahis par la végétation.

Ses ateliers successifs traversent son œuvre sous la forme d'une figuration constamment renouvelée. Ce sont parfois des « désastres » : la pluie inonde, la neige tombe sur eux... L'atelier n'est-il pas l'un des thèmes les plus riches de la peinture en Occident, jusqu'à



Escalier avec rampe et fenêtre. 1990-1992. Aquarelle sur soie.

Matisse, Picasso, Giacometti ou Balthus ? Quant à l'escalier, Szafran expliquait : « J'ai toujours vécu dans les escaliers. C'est le côté territorial, physique, la survie, les petites bandes de mômes qui tiennent un territoire ». Il transcrit les sensations du vertige et de la chute en distordant l'espace. La « ligne serpentine » est empruntée aux maniéristes italiens. Ses escaliers entrent dans une autre dimension. Avec une rampe pour épine dorsale, l'escalier de la rue de Seine est à l'origine d'expériences de plus en plus complexes.

Au printemps 1966, le peintre Zao Wou-Ki avait prêté son atelier à Sam Szafran. Un magnifique philodendron resplendissait sous la verrière. Szafran était incapable d'y travailler. Cette impuissance est devenue obsession. Elle a donné lieu à des compositions de feuillages foisonnantes. Seule une présence humaine, celle de Lilette, épouse en 1963, offre une respiration à des compositions envahissantes.

Szafran retient des formats toujours plus imposants, impossibles à exécuter au pastel. Il ne l'abandonne pas pour

autant, l'associant avec l'aquarelle. À partir des années 1990, le peintre utilise l'aquarelle de plus en plus sur un support de soie, technique que lui a fait découvrir un artiste chinois. Jusqu'à la fin, il ne cesse de revenir aux motifs végétaux, « clin d'œil à Matisse ».

Dans un entretien avec Sam Szafran, Jean Clair déclarait en 1996 : « Ce à quoi on peut échapper, c'est à la convention du regard. On peut... provoquer l'attention, obliger le regard à voir autrement... » À quoi le peintre répondait : « J'ai besoin d'avoir un rapport fantastique avec les choses, je ne peux pas les banaliser. » ■

ALAIN SOLARI.

► Musée de l'Orangerie, jusqu'au 16 janvier 2023.

Le Carnet

■ **Le duc d'Aumale et la photographie** – Le château de Chantilly met en regard, à travers les photographies anciennes, la vie d'Henri d'Orléans, duc d'Aumale et la reconstruction qu'il a entreprise du château. Henri est âgé de dix-sept ans lors de l'apparition de la photographie. Son père Louis-Philippe sera le premier souverain à poser devant un objectif.

Lors de l'exil anglais, le prince consort Albert, époux de la reine Victoria, convainc Aumale de laisser photographier ses dessins de Raphaël. La photographie deviendra un outil privilégié pour le plus grand collectionneur d'art de son temps.

► Château de Chantilly, jusqu'au 26 février 2023.

■ **Le blason des temps nouveaux** – Le Musée national de la Renaissance est l'écrin idéal d'une exposition consacrée au renouveau de l'héraldique dans la France de la Renaissance. L'exposition tend notamment à montrer combien blasons, armoiries, emblèmes, signes et couleurs croisent alors les techniques (sculpture, peinture, tapisserie, vitrail, orfèvrerie...) et les thématiques sociales (rois, nobles, bourgeois, religieux, corporations...).

► Château d'Écouen, jusqu'au 6 janvier 2023.

Art de vivre

■ **Fruit de la vigne et du travail des hommes** – Que reste-t-il à écrire sur le vin après Rabelais, Robert Giraud, Guy Debord ? Tout, nous répond Sébastien Lapaque, chroniqueur à *La Revue du vin de France* et grand dégustateur de flacons rares devant l'éternel. L'auteur de *Chez Marcel Lapiere* et *Théorie de la bulle carrée*, véritable explorateur mondial de la vigne, nous entraîne aux quatre coins de la planète : Algérie, Autriche, Brésil, Chine, Espagne, Kosovo, Madère, Portugal...

Amateur de trains et d'hôtels en tout genre, il nous fait rencontrer des personnages d'exception, du chef cancalais Olivier Roellinger au comte

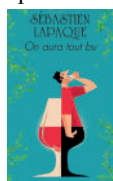
de Paris, héritier des rois de France, ou le directeur du mythique Domaine de la Romanée-Conti : « Comme tous les grands vignerons que j'ai eu la chance de rencontrer, comme Marcel Lapiere, qui m'a tout appris lorsque j'avais trente ans, Aubert de Villaine n'est pas un homme qui croit savoir. Il lui suffit d'être. »

Lire ce recueil, c'est aussi prendre une cure d'altitude mentale en compagnie d'écrivains aussi divers que A.D.G., Bernanos, Gracq, Péguy, Jean-Claude Pirotte ou Paul-Jean Toulet. C'est surtout découvrir des vignerons qui ont révolutionné l'art d'élever le vin : Jean-Pierre Amoreau (bordeaux), Antoine Arena (patrimoine), Alexandre Bain (pouilly-fumé), Jean-Christophe Comor

(coteaux-varois-en-provence), Louis Pérot (sud-ouest), Éric Pfifferling (tavel), Anselme Sello (champagne)...

Loin d'intellectualiser le sujet, Sébastien Lapaque promet un rapport au vin fondé sur le seul plaisir mais non pour autant dénué de perspectives politiques : « S'il est un univers où la guerre du goût fait particulièrement rage, c'est bien celui du vin. Tout simplement parce que le vin est le produit agricole qui possède le plus fort capital symbolique ». Combat âpre mais libérateur.

JÉRÔME BESNARD.



► Sébastien Lapaque, *On aura tout bu*, Actes Sud, 2022.

Alfred Pose

La famille Pose est béarnaise depuis toujours. Ses ancêtres étaient bergers, et le petit Alfred (1899-1969) naît dans la famille de l'instituteur de Laà-Mondrans. En 1919, il sort diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC) de Paris. Poursuivant ses études, il devient docteur en droit et en sciences économiques. Après avoir été, un court moment, secrétaire du fondateur de la démocratie chrétienne, Auguste Champetier de Ribes (1), l'agrégé de droit est chargé de cours, puis professeur, à la faculté de droit de Caen. C'est l'économiste Charles Rist, alors sous-gouverneur à la Banque de France (1929), qui lui fait abandonner le professorat pour la banque privée. Entre-temps, Alfred Pose a rencontré Thérèse Lasserre, qu'il épouse en novembre 1926.

Par ses études et son travail, Pose est en relation avec les financiers et les penseurs économistes du temps. Avec la famille de sa femme, il entre en relation avec le monde monarchiste hors de l'Action française. Son beau-père, un Béarnais comme lui, Pierre Lasserre (1867-1930), fut un ami d'Henri Vaugois et de Louis Dimier du temps de la Patrie française. C'est un défenseur du néo-classicisme contre la doxa dominante : le romantisme. En 1907, il soutient sa thèse et affirme, reprenant certaines idées contre-révolutionnaires d'Ernest Seillière, que la France a été corrompue par le romantisme allemand. Évidemment, la jeune Action française, Charles Maurras et ses disciples, s'enthousiasment. Pierre Lasserre tient les premières critiques littéraires dans « *La Revue grise* » (2) et est l'auteur de la première biographie du *Martégal* (3).

Devenu un militant, le futur professeur sent bien qu'il y a un vrai problème : faire d'une recherche et d'une réflexion intellectuelle (sur le romantisme) une doctrine sans nuance ne le convainc pas. Pierre Lasserre n'a pas cette haine viscérale contre l'Allemagne. En 1914, irrité par la vulgarisation de sa thèse, il quitte Maurras, Daudet et leur Action française. La vie de « brute » et le discours intransigeant d'un militant d'extrême droite ne lui convenaient pas, dira-t-il. Même si son frère Henri est resté chroniqueur dans le quotidien de Maurras, sous le pseudo de Pierre Tuc de 1925 à 1938, tenant la revue de presse, son aîné et sa famille se sont tenus éloignés des théoriciens de l'Action française. A la mort de Pierre Lasserre, plusieurs membres de l'AF l'accompagneront (4) tout de même jusqu'au cimetière.

En 1929, Alfred Pose quitte l'enseignement pour rejoindre la banque, et devient en très peu d'années un grand banquier reconnu par ses pairs. Dans *L'Entreprise* du 29 octobre 1957, il répond : « *J'ai fait*



Le royaliste Alfred Pose (1899-1969) rejoindra après la guerre le RPF du général de Gaulle.

le professeur pour moi et pour moi seul... Les longues veilles que j'ai passées à écrire La Monnaie et ses institutions m'ont également aidé dans ma tâche... Néanmoins, la science dans un tel poste ne suffit pas : elle ne sert à rien à qui ne sait pas commander. N'entendez pas par là une puérile volonté de puissance, mais l'obligation qui incombe à celui qui commande d'unir son équipe pour la même fin. On n'insufflé pas la foi quand on ne l'a pas soi-même. »

« Heureux donc les peuples qui ont su maintenir dans leurs institutions ce symbole vivant de l'Unité nationale qu'est le représentant de la dynastie autour de laquelle s'est créée la nation ! »

Alfred Pose, *Philosophie du pouvoir*.

En 1932, il est nommé directeur de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (BNCI). Il innove en rachetant les banques régionales fragilisées par la crise des années 1930. Alors qu'il était encore professeur, il s'intéresse à l'économie des colonies. Dans le quotidien d'Emile Buré, *L'Avenir*, il publie de nombreux articles : sur les dettes interalliées, sur la mise en valeur de l'empire colonial français, sur la main-d'œuvre étrangère, etc. (5). Banquier, il étend ses activités de crédit vers les colonies.

En 1940, il est traumatisé, comme toute la France, par la soudaine débâcle des armées de la République. Suivant les consignes de l'État français, naturellement, Pose maintient la position de sa banque en participant à la collaboration économique. Au point qu'en 1941, ses bilans la font ap-

paraître comme « *l'une des plus favorables à l'Allemagne dans les grandes banques françaises* » (6).

Cependant, à partir de la BNCI-Afrique (1940) et du Crédit foncier de Madagascar et de la Réunion (1943), Pose construit un réseau international puissant, et il s'entoure d'hommes peu partisans de la collaboration comme le royaliste Henri Dhavernas, qui vient d'être chassé, par les collabos, du mouvement Compagnon – qu'il a créé –, ou Pierre de Bérard, un Tonkinois, qui deviendra le secrétaire garde du corps d'Henri d'Orléans comte de Paris. Au printemps 1942, Pose s'installe au Maroc et rencontre à plusieurs reprises l'héritier des rois de France.

Suite à l'imbroglie organisé par les États-Uniens (voir *Royaliste* n° 1238) en Afrique du Nord, Pose, alors secrétaire général aux Finances du gouvernement Darlan, soutient la tentative organisée par les conseillers généraux des départements de le destituer. Naturellement, il va promouvoir le comte de Paris... Même plus, puisqu'il lui fournit des moyens financiers. De fait, il est l'un des principaux organisateurs des événements de novembre 1942.

Après guerre, il reprendra une carrière de grand banquier et sera, entre autres responsabilités politiques et sociales, maire de Saint-Jean-de-Luz. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Pierre-Marie Cordier.)

(1). Auguste Champetier de Ribes ne votera pas les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940.

(2). N.d.l.r. : Surnom donné par les maurrassiens à la première revue (bimensuelle) d'Action française en raison de la couleur de sa couverture.

(3). Pierre Lasserre, *Charles Maurras et la Renaissance classique*, Mercure de France, 1902. - *Le Romantisme français. Essai sur la révolution dans les sentiments et dans les idées au XIX^e siècle*. Thèse présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, Mercure de France, 1907. N.d.l.r. : « *Martégal* », surnom donné à Charles Maurras, qui était de Martigues.

(4). Dans le cortège conduit par Marc Lasserre, le capitaine Jean André et Alfred Pose, on peut voir : le comte de Vesins, Léon Daudet, Xavier de Courville, Maurice Garcin, Jacques Bainville, Eugène Marsan, etc.

(5). *L'Avenir*, 15 mai 1926, 20 janvier, 7 février, 14 mai, 22 août 1927.

(6). Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Seuil, 1995.

► **Œuvres d'Alfred Pose :**

La Monnaie et ses institutions, histoire, théorie et techniques, 2 vol., PUF, 1942.

Philosophie du pouvoir, PUF, 1948.

Monnaie d'hier et de demain, avec Jacques Lacour-Gayet, Charles Rist, Edmond Giscard d'Estaing, Jacques Rueff, Spid, 1952.



Brèves royales.

■ **13 octobre, Amsterdam.** – Confirmation par les souverains des Pays-Bas, du confinement de la princesse héritière, Amalia, menacée par une mafia de la drogue (voir, p. 6, « *Voix étrangères* »). Alors qu'elle venait de faire sa rentrée à l'université d'Amsterdam, où elle vivait dans une colocation étudiante, elle a dû réintégrer le palais royal à La Haye.

■ **24 au 26 octobre, Vilnius.** – Visite d'État des souverains belges en Lituanie, où 145 militaires belges participent à l'opération de présence renforcée de l'Otan. Le roi des Belges n'effectue que deux visites d'État par an, une hors d'Europe (la RD du Congo en juillet), une en Europe.

■ **29 octobre, Durban.** – Officialisation du roi des Zoulous, intronisé en août dernier, par le président sud-africain devant 50 000 personnes au stade de Durban, en présence du roi Mswati II de l'Eswatini, oncle du roi. L'opposition d'une partie de la famille royale ne faiblit pas, marquée par l'assassinat du conseiller du roi, le 18 septembre, lors d'une cérémonie rituelle.

■ **Au service du roi.** – Sujet rarement évoqué : les collaborateurs du monarque. Ils ont fait l'objet de deux articles : à la Cour de St-James du fait de la succession (*The Telegraph* du 17 septembre) et au Palais royal de Bruxelles (*Le Soir* du 17 octobre).

La loi sur la liste civile du roi des Belges prévoit que 35 agents de l'État peuvent être détachés au service du roi. Une diplomate, l'ambassadrice belge en Arabie saoudite, Dominique Mineur, est devenue, le 1^{er} octobre, la secrétaire générale du Palais ; un amiral est l'intendant, un général chef de sa Maison militaire, un colonel chef du protocole, des membres de cabinets ministériels occupent les postes de chef de cabinet et de chargé de communication.

Buckingham comptait, sous la défunte reine, 491 emplois. Les postes de responsabilité se résument néanmoins à quelques grandes fonctions : le *Private Secretary*, chargé des relations extérieures, et le *Lord Chamberlain*, sorte de ministre de l'Intérieur. Le premier devrait être nouveau, sans doute un diplomate, qui était à la tête de sa Maison comme prince de Galles depuis 2015 (Clarence House), sir Clive Alderton ; le second, nommé en 2021, devrait être maintenu : lord Parker of Minsmere, ex-chef des services de renseignement MI5. Également en jeu : les postes des Finances (*Keeper of the Privy Purse*), qui serait confirmé, et de l'administration de la Maison royale (*Master of the Household*) où un vice-amiral céderait la place au titulaire de la charge auprès de l'ex-prince héritier, Peter St-Clair-Erskine, comte de Rosslyn, considéré comme le bras droit de Charles. À la Communication, le responsable pourrait passer aussi de Clarence à Buckingham, un ancien rédacteur en chef adjoint du quotidien conservateur *Daily Mail*.

MARIE-JO YORK.

La revue Cité

Le numéro 2 de la revue Cité vient de paraître



La revue *Cité* poursuit sa brillante progression avec un n° 2 (24 octobre 2022) dédié aux enjeux écologiques et aux réponses que politiques et scientifiques peuvent y apporter.

Dans le dossier « *Repenser un monde abîmé* », Frédéric Farah s'interroge sur la capacité du système capitaliste à opérer la transition énergétique. Philippe Arondel et Aloïs Lang-Rousseau se penchent sur certains courants de la pensée environnementaliste et de l'écologie politique et Ella Micheletti dresse un état des lieux de la biodiversité. Enfin, Antoine Waechter développe dans un riche entretien son point de vue sur le réchauffement climatique et la question d'un bien brûlante de la production énergétique.

Nous incitons vivement les lecteurs de Royaliste à s'abonner ou à acheter sans tarder ce numéro de Cité et à contribuer ainsi au plein succès d'une revue où nous comptons beaucoup d'amis.

Pour acheter ce numéro ou s'abonner :

Achat au numéro : 12,00 € (version imprimée) / 7,00 € (version numérique)

Abonnement 2 ans/4 numéros : 40 € (version imprimée) / 25 € (version numérique).

Soit par chèque à l'ordre de l'IFCCE/Cité à adresser à : IFCCE – 36-38, rue Sibuet, Bloc C, B.A.L. 13, 75012 PARIS.

Soit, directement en ligne, via l'adresse : <https://revuecite.fr/abonnement/>

La Nouvelle Action royaliste

Communiqué de la NAR du 7 novembre 2022.

■ **Docteur Musk et Mister Hyde.** – Les médias ont l'habitude de nous présenter les frasques d'Elon Musk sous un jour divertissant : ses fusées qui explosent en vol, ses voitures électriques qui flambent ou ses délires transhumanistes. Mais la dernière d'entre elles, l'acquisition de Twitter, prête modérément à rire. L'annonce du licenciement d'une grande partie des 7000 employés de Twitter n'étonnera que ceux qui ont encore des illusions sur ce personnage et sur la façon dont lui-même et sa caste conçoivent les relations humaines. L'intention prêtée à M. Musk de supprimer presque toute modération des contenus sur son nouveau réseau – au risque de voir s'y déverser des torrents de désinformation et de haine ou d'en faire le porte-voix d'intérêts troubles, comme ceux des fonds saoudiens ou qatariens associés au rachat de Twitter – est également très inquiétante.

Nous n'en sommes pour l'instant qu'aux intentions mais si celles-ci devenaient réalités, la **Nouvelle Action royaliste** ne manquerait pas de s'associer à ceux qui appelleraient à un boycott massif de Twitter. Il est temps que les pouvoirs publics prennent enfin la mesure du risque de voir les réseaux sociaux transformés en relais des pires discours ou des pires lobbies par des aventuriers sans aucun scrupule. ■

Mercredis de la NAR

■ **Nos réunions du mercredi sont ouvertes au public.** Elles débutent à 20 heures précises à notre siège parisien, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air sur la ligne 6). La participation aux frais est de 2 euros. Un repas est servi sur place à 22 heures (8 euros).

Elles sont retransmises en vidéoconférence sur demande par mail à : lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr. Le programme des conférences est le suivant :

Mercredi 9 novembre

Bernard Bourdin : La nation.

Mercredi 16 novembre

Jacques Sapir :

Le grand retour de la planification.

Mercredi 23 novembre

Stéphane Dudoignon :

Le pouvoir face aux mouvements sociaux et politiques en Iran.

Mercredi 30 novembre

Jean-Clément Martin :

Les Vendéens.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.

CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Le scénario Meloni

Entre l'Italie et Bruxelles, tout va bien et même très bien. C'est là tout le contraire d'une surprise. Le lendemain des élections italiennes, les voix médiatiques autorisées affirmaient déjà que Giorgia Meloni avait choisi le chemin de la sagesse.

Pendant sa campagne électorale, cette figure de l'extrême droite, issue du mouvement fasciste, avait fait acte de solidarité atlantique et renoncé à toute mise en cause de l'Union européenne. Un bref débat parisiano-parisien sur le post-fascisme et quelques évocations du centenaire de la Marche sur Rome n'ont pas troublé les analystes accrédités. Parmi ceux-ci, l'un des plus huppés, Nicolas Baverez, osa même avancer le concept de post-populisme. Ce qui signifiait que Giorgia Meloni, prestement dépouillée de la chemise noire qu'elle ne portait plus depuis belle lurette, serait admise tout au bout de la table des maîtres.

Après avoir annoncé que le voyage à Bruxelles de la nouvelle présidente du Conseil se présentait sous des auspices favorables, les commentateurs autorisés trempèrent, le 4 novembre au matin, leur plume dans l'eau de rose. Sans chercher l'originalité, *Le Figaro* s'extasia devant le « tapis rouge » déployé en l'honneur de la présidente du Conseil. Il s'agissait de faire écho à la satisfaction exprimée par l'oligarchie bruxelloise. Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, constata que Bruxelles et le gouvernement italien étaient « totalement alignés sur l'Ukraine ». Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, se félicita du « signal fort » envoyé par Giorgia Meloni. Charles Michel, président du Conseil européen, fit savoir par son entourage que la nouvelle venue avait « réitéré son intention d'être loyale et d'être une partenaire désireuse de trouver des solutions à l'intérieur de l'UE ».

Nous l'avions constaté en 2018 lorsque Matteo Salvini était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Giuseppe Conte : une parfaite soumission à Bruxelles autorise l'expression en politique intérieure de différences plus ou moins extrémistes. Le chef de la Ligue avait ainsi continué sa campagne xénophobe et empêché l'arrivée en Italie d'un bateau chargé de migrants sans encourir une excommunication majeure. Après maintes rodomontades et diverses manœuvres, l'homme avait soutenu le gouvernement de Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne...

Moins tonitruante que Matteo Salvini, la nouvelle présidente du Conseil peut, elle aussi, refuser l'accostage de bateaux chargés de migrants. *Le Monde* fronce les sourcils et Berlin fait part de sa préoccupation, mais ce type de tension fait partie d'un jeu

qui ne met pas en cause les accords passés avec les organes de l'Union européenne. De même, Giorgia Meloni peut tranquillement porter atteinte à la liberté de réunion en matière de rassemblements musicaux et tout lui sera permis dans le domaine sociétal. Les belles âmes parisiennes écriront des articles vengeurs, la France insoumise clamera que le fascisme est à nos portes, mais nul ne voudra voir que les mesures xénophobes et autoritaires sont et seront prises avec la permission de Bruxelles.

Quelle que soit la couleur du gouvernement italien, le spectacle qu'il donne a pour effet de masquer la régression économique et sociale qui a été provoquée par l'entrée dans la zone euro : déclin industriel, déficit commercial croissant, faiblesse des investissements, forte dépendance énergétique, effets destructeurs des mesures d'austérité sur le système éducatif et sur la santé publique...

Le scénario Meloni illustre un violent paradoxe : fruit de la politique néolibérale, le populisme ou post-populisme italien va devenir le chien de garde de la gouvernance bruxelloise – et le peuple italien, qui cherche désespérément une solution politique à ses malheurs, sera une fois de plus sacrifié. Ce scénario tragique est à observer de près puisque les Français risquent de le vivre si Marine Le Pen devient présidente de la République dans quatre ans et demi.

Assurément, les parcours de Giorgia et de Marine sont différents et leurs slogans ne sont pas identiques. Surtout, les stratégies de prise du pouvoir ne sont pas les mêmes dans une République parlementaire et dans un système régi par l'élection présidentielle. Mais il est vrai que, dès 2017, Marine Le Pen a cessé de remettre en cause la zone euro et annoncé qu'elle voulait changer de l'intérieur l'Union européenne. Oubliant les compromissions du Front national avec la Russie, le Rassemblement national observe une prudente réserve sur le conflit en Ukraine et sur son projet de sortie du commandement intégré de l'Otan.

Le parti de Marine Le Pen est prépositionné pour suivre le scénario Meloni et devenir, sur les décombres des Républicains, le premier parti de la droite française, plus ou moins conservateur, compatible avec le néolibéralisme et, bien entendu, « pragmatique » dans ses relations avec l'Union européenne. Les chances de succès en 2027 devraient écarter tout débat en interne sur le risque manifeste de soumission à la gouvernance bruxelloise et à l'atlantisme.

Il appartient à Jordan Bardella, élu président du RN le 5 novembre, et au groupe parlementaire lepéniste de nous démontrer que nous sommes dans l'erreur. ■

Sommaire

Page 2 – La police judiciaire se rebiffe. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – La violence des Verts de colère. – L'Écho du net.

Page 4 – Un budget 2023 en vert (et contre tous)? – La quinzaine sociale.

Page 5 – Politique de santé : un inquiétant déni.

Page 6 – Un Brésil moins à gauche que prévu – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – Chine : un XX^e congrès Xi-itte.

Pages 8-9 – Empire et religion : une relation intime.

Page 10 – Les combattants à l'épreuve du feu – Dans les revues.

Page 11 – Contre l'aplatissement du monde.

Page 12 – L'Ukraine au centre.

Page 13 – Sam Szafran : les vertiges d'un peintre d'atelier. – Sébastien Lapaque. – Le duc d'Aumale et la photographie.

Page 14 – Alfred Pose.

Page 15 – Brèves royales. – Communiqué. – Mercredis de la NAR.

Page 16 – Le scénario Meloni.